

# Des associations environnementales boycottent le Conseil de transition écologique

2 septembre 2020 / [Laury-Anne Cholez \(Reporterre\)](#)



France Nature Environnement, la Ligue de protection des oiseaux et les Amis de la Terre ont refusé de participer à la réunion de rentrée du Conseil national de la transition écologique (CNTE). Un boycott qui vise à dénoncer l'hypocrisie et l'inaction du gouvernement face à l'effondrement du vivant.

---

La politique de la chaise vide. Voici la stratégie adoptée par France Nature Environnement ( FNE), la Ligue de protection des oiseaux (LPO) et les Amis de la Terre. Les trois associations ont refusé de participer à la réunion de rentrée du Conseil national de la transition écologique ( CNTE) mardi 1<sup>er</sup> septembre. Elles dénoncent les régressions environnementales du gouvernement, sa complaisance envers les lobbies agricoles et cynégétiques, ainsi que le court-circuitage des corps intermédiaires.

*« On ne va pas servir d'alibi une fois de plus au CNTE, explique à Reporterre Arnaud Schwartz, le président de France Nature Environnement. Dans les premières années de la mandature, nous avons laissé le bénéfice du doute au gouvernement en attendant des résultats. Mais on ne les voit pas arriver. Ou alors, ils sont beaucoup trop faibles face aux destructions qui se poursuivent. Le président de la République est le champion des beaux discours mais les actes ne suivent pas. Au contraire, nous sommes face à de multiples régressions. Discrètement, il détricote le droit de l'environnement et la capacité des citoyens à s'informer. »*

La dérogation sur l'utilisation des **néonicotinoïdes** promise aux betteraviers aura eu raison de la patience des associations. Cet insecticide, connu pour être un « tueur d'abeilles », est en effet interdit en France depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2018, à la suite de la loi biodiversité de 2016. Un texte défendu à l'époque par la députée Barbara Pompili, devenue depuis ministre de la Transition écologique.

## Des avis consultatifs non contraignants

C'est la première fois depuis la création du CNTE en 2013 que ces trois associations environnementales décident de boycotter cette **instance de dialogue et de concertation au sujet de la transition écologique et du développement durable**. Cette commission rassemble une cinquantaine de participants : des syndicats (Confédération générale du travail [CGT], Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles [FNSEA], Mouvement des entreprises de France [Medef]...) aux parlementaires, en passant par des ONG, des associations et des représentants de la société civile. « *Le CNTE a des points positifs. C'est un lieu de discussion, d'échanges et de recherche de consensus. Mais il aboutit souvent à des positions de façade. Certains sont là pour empêcher que les choses avancent* », affirme Yves Verilhac, le

directeur général de la LPO.

Le conseil publie des avis consultatifs non contraignants sur des sujets variés : de la rénovation énergétique des bâtiments à la lutte contre le gaspillage en passant par les perturbateurs endocriniens ou la **stratégie nationale bas carbone**. *« C'est un lieu qui a son intérêt en matière d'évaluation des rapports de force des différents acteurs de la société civile. Mais soyons réalistes : aujourd'hui Macron dirige seul. Tout participe au court-circuitage des corps intermédiaires. Nous sommes dans un régime hiérarchique où il n'y a plus de place pour le débat ou la coconstruction des politiques publiques. Même les fonctionnaires du ministère sont choqués de la façon dont cela se passe »*, déplore Florent Compain, porte-parole des Amis de la Terre. Contacté par *Reporterre*, le cabinet de la ministre Barbara Pompili n'a pas répondu à nos questions.

*« On nous balade, il faut passer à la vitesse supérieure, changer radicalement de paradigme car tous les indicateurs sont au rouge et l'horloge tourne »*, assure Yves Verilhac. Au-delà du boycott symbolique, son association, la LPO, poursuit son combat juridique. *« On ne laisse rien passer et on attaque tous azimuts. Nous faisons des choses concrètes et efficaces et incitons les citoyens à passer à l'action »*. De son côté, Florent Compain, des Amis de la Terre, plaide pour la construction d'un rapport de force en tissant de larges alliances allant de la société civile aux syndicats. *« Chez les Amis de la Terre nous sommes souvent considérés comme plus radicaux que les autres organisations. Mais on voit désormais que leur discours évolue. Plus personne ne tolère la manière de faire de Macron. Et nous avons aujourd'hui un consensus sur la radicalité des mesures qu'il va falloir mettre en place pour faire bouger les lignes. »*

**Lire aussi :** [Le gouvernement démolit le droit de l'environnement](#)

**Source :** Laury-Anne Cholez pour *Reporterre*

**Photo :**

. chapô : la salle de conférence de l'hôtel de Roquelaure, siège du ministère de la Transition écologique, à Paris. [Wikipedia](#) (Chatsam/CC BY-SA 4.0)

- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Des-associations-environnementales-boycottent-le-Conseil-de-transition-ecologique>